

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Entretien sur les sujets environnementaux

Luc Gnacadja sur le Club de L'économiste ce jour

L'émission spéciale « Le Club de L'économiste » reçoit ce jeudi 9 février 2023, Luc Gnacadja. Avec les journalistes, l'ancien ministre de l'environnement de Mathieu Kérékou et expert des ... (Page 11)

Nigeria

Le FMI prévoit une croissance en hausse pour 2023 dans un contexte de baisse de l'inflation

Après la récession économique de 2020, le gouvernement nigérian a réussi à faire redémarrer l'économie ... (Page 03)



• DG SBPE

Rareté de la monnaie divisionnaire dans le commerce

• (Page 03) PND 2021-2025 en Côte d'Ivoire

La proximité vendeur-acheteur réduit le manque à gagner

La BOAD promet appuyer les investissements portés par le Secteur privé

Al'appel de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI, Patronat) qui invitait les Institutions ... (Page 04)

Autonomisation énergétique

Un parc d'énergie solaire en gestation

Le gouvernement prévoit la mise en place d'une Zone Economique Spéciale dédiée à l'énergie solaire à Tori-Bossito sur une superficie de 1200 ha ... (Page 11)

Réduction des flux migratoires

L'Italie mobilise l'UE autour d'un nouveau « Pacte pour l'Afrique »

Face aux dégâts des flux migratoires vers l'Europe, l'Italie s'investit à proposer à l'Union européenne une politique destinée à accélérer le ... (Page 02)

Coopération UE-CEDEAO

Sécurité régionale et croissance verte en déba

La Cedeao et l'Union européenne se ménagent pour renforcer leur coopération. Le 06 février 2023, à Bruxelles, les deux institutions ont passé en revue le point de leur coopération ainsi ... (Page 04)



Gestion de l'énergie au Bénin

• (Page 10)

La SBPE, acheteur principal d'énergie électrique

IMMOSUD
VOTRE PARTENAIRE IMMOBILIER

COCOCODJI - OUIDAH - KPOMASSE - GRAND POPO

VENTES IMMOBILIERES

2 TERRAINS COMMERCIAUX 1000m² chacune . DES TERRAINS D'HABITATION de 400m²
DES PARCELLES CLOTUREES Bord de route . DES HECTARES DE PALMERAIRES Prêts à l'exploitation

ACHAT . VENTE . LOCATION
GESTION IMMOBILIERE

+229 66 39 40 41

www.immosud-benin.com
Avenue Steinmetz. Cotonou

Réduction des flux migratoires vers l'Europe

L'Italie mobilise l'UE autour d'un nouveau « Pacte pour l'Afrique »

Face aux dégâts des flux migratoires vers l'Europe, l'Italie s'investit à proposer à l'Union européenne une politique destinée à accélérer le développement du continent africain.

• S.T.

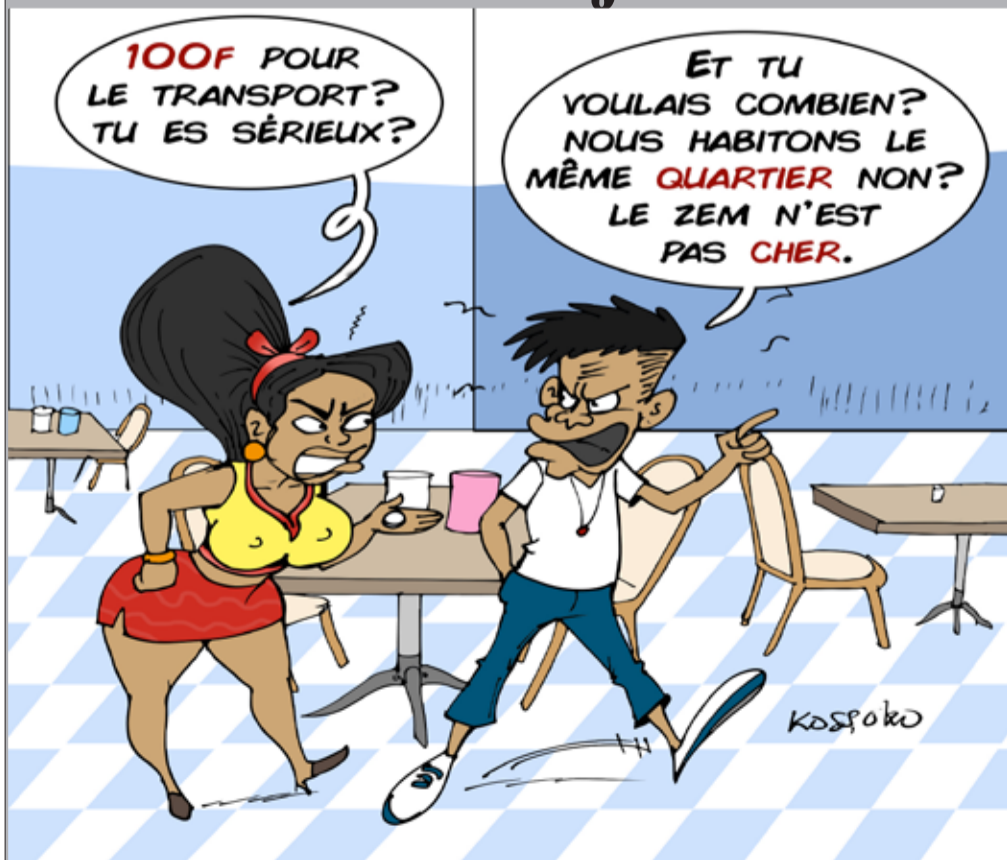
En hausse chaque année en raison des conditions de vie précaires des aventuriers dans leur pays d'origine, les flux migratoires, beaucoup plus connus sous l'appellation "immigration clandestine" préoccupe l'Italie qui croit en une solution à même d'inverser la tendance. En effet, pour réduire les flux migratoires vers l'Europe, Rome souhaite un nouvel engagement des 27 pour favoriser les investissements, l'éducation, la formation, le commerce et l'emploi en Afrique. La Première ministre italienne Giorgia Meloni (photo) devrait demander aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE), qui se réuniront à partir du jeudi 9 février à Bruxelles, d'adopter un nouveau « Pacte pour l'Afrique » en vue d'accélérer le développement de ce continent et de freiner l'émigration irrégulière vers l'Europe. L'information a été rapportée par Reuters, qui affirme avoir consulté un document exposant la position de l'Italie en vue du Sommet extraordinaire des dirigeants européens consacré à la politique migratoire. Ce document évoque un nouveau « Pacte pour



l'Afrique » afin de « favoriser les investissements, l'éducation, la formation, le commerce et l'emploi sur le continent » dans le but de freiner les flux migratoires vers l'Europe, a-t-on précisé de même source. Giorgia Meloni, la cheffe du gouvernement italien devrait également appeler à un « engagement plus tangible » de la part de l'Europe « étayé par des ressources financières significatives » pour travailler sur tous les aspects, du contrôle des frontières à la lutte contre le trafic d'êtres humains avec les pays situés le long des routes migratoires. L'Agence européenne de surveillance des frontières (Frontex) avait annoncé,

le 13 janvier dernier, que le nombre d'entrées irrégulières dans les pays membres de l'Union européenne a enregistré une augmentation de 64 % en 2022 comparativement à 2021, atteignant son niveau le plus élevé depuis 2016. Selon l'agence, 330 000 entrées irrégulières ont été enregistrées durant l'année écoulée. Sur la route des Balkans occidentaux 145 600 passages ont été recensés, soit une hausse de 136 % par rapport à l'année précédente. La route de la Méditerranée centrale, deuxième la plus empruntée, a vu le nombre de passages dépasser 100 000, ce qui représente une hausse de plus de 50 %.

Cari du jour



AUX DÉCIDEURS...

L'électronique au service des pauvres

L'inclusion financière devient une réalité aussi bien au Bénin que dans l'espace UEMOA. Le site d'information financialafrik.com renseignait un an plus tôt que le Bénin était le leader régional de l'inclusion financière. Cette prouesse en matière de monnaie électronique est fondamentalement profitable aux citoyens à pouvoir économique modeste. Et l'on constate que l'indice d'inclusion financière s'est globalement amélioré dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), ressortant à 0,520 en 2020 contre 0,501 en 2019, sur une échelle de 0 à 1, selon le rapport annuel consacré au sujet par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Par pays, cet indice s'est établi à 0,647 en 2020 au Bénin, contre seulement 0,170 en 2010. Le pays devance ainsi tous les autres de la sous-région. L'année considérée a été marquée au Bénin par la création, par décret, d'un Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF). L'instance a pour mission d'encourager les populations et les PME à recourir davantage au système financier et de restaurer leur confiance à l'endroit des services financiers. C'est le troisième pays de l'Union à se doter d'une telle structure, après le Sénégal en 2009 et la Côte d'Ivoire en 2016. Au classement 2020 de l'inclusion financière, le Bénin est suivi par la Côte d'Ivoire (0,606), le Burkina (0,590), le Sénégal (0,587) et le Togo (0,564). La Guinée-Bissau, le Niger et le Mali, avec respectivement 0,245, 0,250 et 0,445 affichent une faible performance. Au sujet de la monnaie électronique, le nombre de comptes au sein de l'UEMOA a progressé de 39 % à 131 millions, en 2021. Cette progression reflète l'adoption croissante des services financiers numériques dans cette zone monétaire, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. La Côte d'Ivoire enregistre le plus grand nombre de comptes, suivie du Sénégal. Ecofin révèle que le nombre de comptes de monnaie électronique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est ressorti à 131 millions, au 31 décembre 2021. Ces comptes sont en hausse de 39 %, soit 37 millions de nouveaux comptes enregistrés par rapport à l'année 2020 (94 millions). Par ailleurs, les informations émanant de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), établissent que cette progression du nombre de comptes de monnaie électronique « reflète l'adoption croissante par les populations, des services financiers numériques, amorcée pendant la période du confinement lié à la pandémie de Covid-19 ». Dans son rapport annuel 2021 sur l'évolution des services financiers numériques dans l'Uemoa, publié ce 1er février, la Bceao poursuit en indiquant « qu'une moyenne trimestrielle de 8,77 millions de comptes de monnaie électronique a été observée, soit une évolution de plus de 3 millions par mois ». Presque tous les pays de l'Uemoa ont enregistré une hausse du nombre de comptes de monnaie électronique au 31 décembre 2021. Toutefois, le taux de progression le plus élevé, soit 65 %, a été observé en Côte d'Ivoire. Cette progression en Côte d'Ivoire est en partie liée à la « forte pénétration du produit Wave Money », soutient la Bceao. Le pays comptait 45,6 millions de comptes de monnaie électronique en 2021. Au Sénégal, le nombre de comptes de monnaie électronique a connu une hausse de 62 %, pour s'établir à 21,5 millions en 2021, contre 13,2 millions en 2020. Ces deux pays sont suivis de la Guinée-Bissau qui affiche une évolution de 30%. Le Niger, le Bénin, le Mali et le Burkina affichent des taux allant de 17% à 26%. Concernant le Togo, le taux de croissance du nombre de comptes ouverts ressort à 13%.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Financement vert des PME en Afrique : Le groupe AGF s'associe avec Bettervest

Le groupe African Guarantee Fund (AGF) a signé, jeudi 26 janvier 2023, un accord de partenariat avec Bettervest, une plateforme de financement participatif basée à Francfort (Allemagne) pour accroître le financement de projets de développement durable des PME en Afrique. Selon les termes de cette convention, AGF fournira une garantie partielle à Bettervest, en partageant le risque de défaut résultant de facilités accordés aux PME sur le continent.

Rareté de la monnaie divisionnaire dans le commerce

La proximité vendeur- acheteur réduit le manque à gagner

La rareté de la petite monnaie est source de désagréments dans les échanges commerciaux. Toutefois, la proximité entre les agents économiques permet d'atténuer les effets de cette pénurie factice sur les transactions.

● Aké MIDA

La rareté de la monnaie divisionnaire affecte négativement les attitudes cognitives, affectives et conatives des consommateurs à l'égard des magasins de commerce. Plus la petite monnaie est rare, plus les clients développent une attitude non favorable à l'égard des points de vente. Mais, plus le client est proche du vendeur, moins il développe une attitude non favorable à l'égard de son magasin de commerce face à cette rareté de la petite monnaie. Ce sont les résultats d'une étude menée par Dr Abdou Kadiri Imorou du Laboratoire de recherche en marketing et bien-être du consommateur (Larem-Bec) de l'université d'Abomey-Calavi (Uac), sur le thème « Attitudes des consommateurs à l'égard des magasins de commerce

face à la rareté de la monnaie divisionnaire : rôle modérateur de la proximité perçue du client avec le vendeur ».

Le chercheur affirme que la monnaie divisionnaire est émise en quantités suffisantes par la banque centrale mais que sa rareté s'explique par le comportement des agents économiques. Très souvent, fait-il remarquer, ces derniers sont en possession de grandes quantités de monnaie divisionnaire mais affirment le contraire lors des transactions commerciales. Il pointe du doigt la mauvaise foi des commerçants et leur volonté de se protéger contre les faussaires dans cette pénurie de petite monnaie souvent engendrée de toutes pièces. Face à cette situation, les agents économiques préfèrent faire des transactions avec des personnes qui leur sont familières afin de se



protéger contre les malfaiteurs et les détenteurs de faux billets, notamment les grosses coupures. Ce qui a l'avantage de freiner le phénomène et de permettre la poursuite normale des activités économiques, estime Dr Imorou.

Familiarité salvatrice

La proximité perçue du client avec le vendeur

modère négativement l'influence de la rareté de la monnaie divisionnaire sur les attitudes des consommateurs à l'égard des magasins de commerce, selon la recherche. Autrement, la familiarité, l'ethnie, la religion, la région d'appartenance du client par rapport au vendeur constituent des facteurs de proximité qui

permettent d'atténuer les effets de la rareté de la monnaie sur les transactions commerciales. Sur le plan managérial, la proximité entre le vendeur et l'acheteur permet de réduire les énormes manques à gagner engendrés par la rareté de la monnaie divisionnaire. A en croire, Dr Abdou Kadiri Imorou, elle facilite les

transactions économiques au Bénin et dans les pays africains et améliore les perceptions des consommateurs à l'égard des points de vente. Pour ce faire, le chercheur suggère que les sensibilisations à l'égard des vendeurs aillent dans le sens de l'acceptation des transactions commerciales à la fois avec des clients qui leur sont familiers ou non et détenteurs de gros billets de banque en utilisant des détecteurs de faux billets afin de se protéger contre les clients malveillants. La banque centrale, quant à elle, devra inciter les pays africains à orienter leurs politiques monétaires vers la bancarisation de l'économie en l'occurrence vers la généralisation de l'usage des cartes bancaires et surtout vers l'adoption du « mobile banking » dans les transactions économiques, ajoute-t-il.

Nigeria

Le FMI prévoit une croissance en hausse pour 2023 dans un contexte de baisse de l'inflation

Après la récession économique de 2020, le gouvernement nigérian a réussi à faire redémarrer l'économie du pays dès 2021. Cependant, même si le pays a récupéré les pertes de production subies pendant la pandémie de Covid-19, de nombreux risques menacent sa stabilité. La croissance économique du Nigeria devrait aug-

menter à 3,2% alors que l'inflation s'inscrit dans une tendance baissière. L'information émane d'un rapport du Fonds monétaire international (FMI), publié ce mercredi 8 février sur son site Web. Comparativement à celle de 2022, estimée à 3%, cette prévision est en hausse de 0,2 point de pourcentage. La note d'information précise, en outre, que le Nigeria a atteint son niveau

de croissance d'avant la crise, « malgré les difficultés persistantes du secteur pétrolier ». Concernant l'inflation, le pays a enregistré sa première décélération depuis 11 mois. Toutefois, à 21,3%, elle reste toujours supérieure au taux de politique monétaire (TPM) de la Banque centrale du Nigeria. « Malgré le succès des autorités à contenir et à gérer les infections à la

covid-19, les conditions socio-économiques restent difficiles. Les retombées de la guerre en Ukraine, qui se sont transmises principalement par la hausse des prix intérieurs des denrées alimentaires, ont aggravé les effets néfastes de la pandémie, notamment sur les personnes les plus vulnérables - le Nigeria figurant parmi les pays où la sécurité alimentaire est la plus faible

», indique le Fonds. Bien qu'elles soient positives, ces perspectives restent quand même soumises à plusieurs risques. A court terme, l'inflation élevée, les coûts élevés du service de la dette, les pressions du secteur extérieur et la volatilité (production et prix) du secteur pétrolier pourraient impacter la reprise économique. Les catastrophes naturelles liées au climat (les

inondations, etc.) pourraient aussi faire baisser la production agricole et affecter l'économie. Afin de garantir la stabilité macroéconomique, le FMI préconise « des réformes structurelles visant à améliorer la gouvernance, à renforcer le secteur agricole et à stimuler une croissance inclusive et durable ».

Agence Ecofin

Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 hbts/Km ²	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)

Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)

Coopération UE-CEDEAO/réunion ministérielle de Bruxelles

Sécurité régionale et croissance verte en débat

La Cedeao et l'Union européenne se ménagent pour renforcer leur coopération. Le 06 février 2023, à Bruxelles, les deux institutions ont passé en revue le point de leur coopération ainsi que les défis de la zone Afrique de l'Ouest.



● Photo de famille

● S.T.

Faisant face à une série de crises : politique, humanitaire et sécuritaire, la Cedeao, avec ses partenaires, travaille à trouver les solutions les plus adaptées. C'est à ce titre que l'institution, représentée par la Ministre des Affaires Etrangères de la République de Guinée-Bissau, Suzi Carla BARBOSA, Présidente du Conseil des Ministres de la CEDEAO, a participé lundi 06 février dernier, à la réunion ministérielle tenue à Bruxelles. Présidée conjointement par Josep Borrel, Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, et Suzi Carla BARBOSA, cette rencontre a été l'occasion de passer en revue plusieurs points. Il s'agit, entre autres, de la sécurité

régionale et les processus politiques, les réponses à la crise humanitaire ainsi que le commerce et l'investissement, la croissance verte, le numérique et la coopération régionale. Participant à titre d'observateur à ce dialogue politique UE-CEDEAO, la Commission de l'Uemoa s'est faite représentée par le Commissaire en charge du Département du Marché Régional et de la Coopération Filiga Michel Sawadogo, en compagnie du Délégué général à la paix et à la sécurité, Paul Robert Tien-drebeogo, du Représentant Résident à Bruxelles, Assoukou Raymond Krikpeu et du Directeur de la Coopération, Albert Boura Rabiou. C'est à l'occasion de cette rencontre que l'UE a annoncé accorder en 2023, 181,5 millions d'euros à l'aide humanitaire en Afrique de l'Ouest et Cen-

trale. Ce, dans un contexte où la région continue d'être confrontée à des crises prolongées provoquées par des conflits et aggravées par d'autres facteurs, tels que le changement climatique et la flambée mondiale des prix des denrées alimentaires. De nouvelles dotations ont été annoncées pour le Burkina Faso (25,5 millions d'euros), le Mali (26 millions d'euros), la Mauritanie (6,5 millions d'euros) et la République centrafricaine (20,5 millions d'euros), ainsi qu'une dotation régionale de 500 000 millions d'euros. Celles-ci viennent s'ajouter aux fonds du Niger (25 millions d'euros), du Tchad (26,5 millions d'euros) et du Cameroun (17 millions d'euros) le mois dernier, lors de la conférence de haut niveau sur la région du lac Tchad qui s'est tenue à Niamey.

PND 2021-2025 en Côte d'Ivoire

La BOAD promet appuyer les investissements portés par le Secteur privé

A l'appel de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI, Patronat) qui invitait les Institutions financières comme la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) à apporter leurs appuis financiers aux entreprises afin que celles-ci contribuent au PND 2021-2025, la BOAD a répondu favorablement.

● Bidossessi WANOU

Au détour d'une rencontre avec une délégation de la BOAD conduite par son Président Serge Ekué, Ahmed Cissé, Président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) a invité les Institutions financières à accompagner la Banque de développement de l'Uemoa pour l'appui aux entreprises afin qu'à leur tour, celles-ci puissent contribuer au PND 2021-2025, de la Côte-d'Ivoire. Une sollicitation à laquelle, la BOAD a donné un écho favorable. En réplique, « Cette rencontre de travail a permis aux hôtes de la CGECI de présenter les orientations stratégiques de la BOAD... A cet effet, la Banque souhaite financer les investissements portés par le Secteur privé ivoirien qui contribueront à la réalisation de ce PND », a confié le président de la BOAD Serge Ekué. « Il faut que nous soyons capables de faire pour le Secteur privé ce que nous



● Serge Ekué Pdt BOAD et Ahmed Cissé Pdt CGECI

faisons pour nos États », a laissé entendre le président de la BOAD. Le renforcement du secteur privé demeure en effet l'une des préoccupations majeures de la BOAD qui l'a encore martelé dans son plan d'action, le plan Djoliba 2021-2026. « La contribution du Secteur privé national dans l'exécution du PND ne peut être soutenue que par des Institutions financières telles que la BOAD », a rassuré derechef Serge Ekué. Il faut dire que la vision déclinée par la BOAD et les aspirations du patronat

ivoiriennes sont convergentes car l'Organisation, à travers la promotion qu'elle fait du « local content » entend contribuer aux efforts de l'Etat et soutenir le développement économique par une participation accrue du secteur privé national. Saisissant l'occasion, le Président de la CGECI a invité le Président de la BOAD à la 5ème édition de « la Finance S'engage » et à la 11ème édition de la « CGECI Academy », prévue respectivement le 16 février et au mois d'octobre 2023.



Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum
----------------------	---------	------------------

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international

IMMOSUD

VOTRE PARTENAIRE IMMOBILIER

LES BONNES AFFAIRES

COCOCODJI Bazoukpè



COMMERCIALES

En bord de route d'une superficie de 1000m² avec TF

RÉSIDENTIELLES

Entre route et lagune des parcelles de 400m² chacune avec TF

DES PARCELLES A VENDRE

GRAND POPO



COMMERCIALES & RÉSIDENTIELLES

Dernières parcelles à vendre. Au bord de la route nationale. Pour des constructions commerciales ou résidentielles. Avec TF. Proche de l'Hôtel Bel Azur

OUIDAH

Gbènan . Vassého. Kpassè

A vendre, des parcelles nues clôturées ou non, en bord de route; une ancienne maison à proximité de la mairie et bien d'autres encore.

KPOMASSE

Il est mis en vente des hectares de terrains agricoles avec des palmiers, prêts à l'exploitation.

ACHAT. VENTE. LOCATION. GESTION IMMOBILIERE
+229 66 39 40 41 www.immosud-benin.com

Rwanda

Le gouvernement table sur une croissance économique de 6,2% en 2023 et de 7,5% en 2024 et 2025



Malgré les effets résiduels de la pandémie de Covid-19 et les conséquences néfastes de la guerre en Ukraine, l'économie rwandaise continuera à afficher une croissance solide, d'ici 2025. La croissance de l'économie rwandaise devrait ralentir légèrement en 2023, à 6,2%, avant de rebondir à 7,5% en 2024 et en 2025, a estimé le ministre rwandais des Finances, Uzziel Ndagijimana (photo),

ce mercredi 8 février. M. Ndagijimana, qui s'exprimait à l'Assemblée nationale, a également indiqué que l'économie du pays des Mille collines a enregistré une croissance de 6,8% en 2022. Il a par ailleurs indiqué que les dépenses globales du gouvernement devraient augmenter de 2% durant l'exercice fiscal 2022/2023 (juillet-juin) par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 4 760 milliards de francs

rwandais (4,42 milliards de dollars). Les prévisions du gouvernement pour 2023 et 2024 sont identiques à celles annoncées en janvier dernier par le Fonds monétaire international (FMI), qui a estimé que le Rwanda devrait continuer à afficher une croissance solide durant les prochaines années, malgré les effets néfastes persistants de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine.

Agence Ecofin



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Côte d'Ivoire

Le Brésil apporte son expertise à la filière coton

À Brasilia, le 7 décembre 2022, une convention de financement a été signée entre l'Agence brésilienne de coopération (ABC) et le Conseil du coton et de l'anacarde (CCA), le régulateur de la filière ivoirienne de coton. Le Brésil, 4e producteur mondial après la Chine, l'Inde et les États-Unis, va aider le 3e producteur du continent africain à améliorer sa production à travers un projet commun appelé « Cotton Côte d'Ivoire ». Le document a été officiellement présenté, vendredi 3 février 2023 à Abidjan, par le ministre de l'Agriculture et l'ambassadeur du Brésil. Le diplomate José Carlos de Araujo Leitao était avec une délégation de l'ABC qui a bouclé une mission d'inspection à Bouaké, au Centre de classement coton de Côte d'Ivoire (3C-CI). L'accord de financement



porte sur 3,04 millions de dollars supportés en grande partie par le Brésil. Ces ressources seront consacrées à l'équipement du 3C-CI en chaînes de mesure à haute capacité ou HVI [High Volume Instrument], à la formation des agents et des producteurs. L'utilisation des chaînes de mesure HVI pour la classification commerciale des cotons donne un rôle important à la qualité de la fibre. On

peut également employer les chaînes HVI dans les programmes d'amélioration variétale, selon le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CI-RAD). Le projet « Cotton Côte d'Ivoire » s'étalera sur 3 ans. Le ministre de l'Agriculture, Kobenan Adjoumani, a salué cet exemple de « relations Sud-Sud ».

Financial Afrik

Télécom

En Afrique subsaharienne, moins de 7% des microentreprises utilisent le smartphone et l'ordinateur

Les principaux facteurs qui empêchent les microentreprises africaines d'utiliser massivement les ordinateurs, les smartphones ou encore les logiciels de gestion de stock sont le manque d'information sur ces technologies, l'insuffisance des compétences numériques, le coût élevé et l'absence d'infrastructures adaptées. Les technologies numériques sont encore largement sous-utilisées dans les microentreprises en Afrique subsaharienne en dépit de leur énorme potentiel en termes de gains de productivité, selon un rapport publié le 23 janvier dernier par la Banque mondiale. Le rapport qui se base sur une enquête réalisée auprès d'un échantillon de plus de 3325 microentreprises réparties dans sept pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Kenya, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud et Tanzanie) souligne que 72,8% des microentreprises dans les pays d'Afrique subsaharienne possèdent des téléphones mobiles (toutes générations de réseaux mobiles confondues), mais 42 % d'entre elles seulement utilisent ces appareils pour com-

muniquer avec les fournisseurs ou les clients. Moins d'une microentreprise sur cinq parmi celles équipées de téléphones mobiles, les utilisent pour payer des fournisseurs (15%) ou recevoir des paiements via des services de mobile banking (18%). Les microentreprises sondées, dont 73 % sont informelles et plus de la moitié des entreprises familiales indépendantes sans employés rémunérés à plein temps, n'utilisent que marginalement des appareils permettant l'accès à Internet. 6,5% du total de ces entités utilisent des smartphones et 5,8% utilisent des ordinateurs alors que 2,5% seulement disposent de sites Web. 63 % des microentreprises interrogées sont pourtant actives dans le commerce contre 24 % dans d'autres services, 9 % dans l'agriculture et 4% opèrent dans la transformation et la fabrication à petite échelle. Parmi les microentreprises qui possèdent des smartphones, moins de la moitié utilisent Internet pour trouver des fournisseurs à moindre coût ou plus favorables, et moins d'un tiers l'utilisent pour le commerce électronique. L'enquête révèle

également que la moitié des microentreprises disposant d'un ordinateur utilisent des logiciels de comptabilité, de gestion des stocks et de point de vente (POS). Importants écarts hommes-femmes De façon générale, les entreprises fondées par des femmes sont moins susceptibles d'utiliser les technologies numériques que les hommes. Les écarts les plus importants entre les hommes et les femmes se situent au niveau de l'utilisation des ordinateurs (les hommes ont 3,3 fois plus tendance à les utiliser), de l'utilisation d'Internet pour trouver des fournisseurs (2,4 fois plus probable) et de l'utilisation de logiciels de comptabilité, de gestion des stocks et de point de vente (2,3 fois plus probable). Le rapport indique d'autre part qu'une plus grande utilisation d'outils technologiques plus sophistiqués, comme les ordinateurs connectés à Internet ou les smartphones est associée à des niveaux d'emplois, de ventes et de productivité plus élevés par rapport aux services de téléphonie mobile de deuxième génération (2G).

(Agence Ecofin)

Afrique subsaharienne

Les universités bénéficient d'un important soutien de l'UE



L'Union européenne va débloquer une enveloppe de 800 millions d'euros pour financer le programme Erasmus+ dédié à la collaboration entre les universités africaines et européennes.

De 2021 à 2027, les universités de l'Afrique subsaharienne vont bénéficier d'un accompagnement financier de plus de 520 milliards de FCFA de l'Union européenne dans le cadre de l'initiative Erasmus+ pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.

Ouvert à tous les domaines de l'éducation et de la formation sans exception, Erasmus+ offre aux étudiants, enseignants, chercheurs et personnels administratifs des possibilités d'étudier ou d'effectuer un stage en Europe et dans le monde.

« Cette initiative permet à nos apprenants de s'ouvrir davantage au monde et de se faire former ailleurs. Elle leur donne également l'opportunité de renforcer leurs compétences, de voyager et de nouer des collaborations de recherche », s'est réjoui le vice-recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), professeur Mame Samba Mbaye.

S'exprimant mardi à l'occasion d'une journée d'information sur les programmes Erasmus+, professeur Mbaye a souligné l'importance d'un tel projet et indiqué qu'« il n'y a pas mieux que la mobilité, les voyages et les échanges de crédit pour permettre aux étudiants d'avoir de meilleures compétences pour pouvoir exercer dans leur fonction future ».

Selon le point focal Erasmus Sénégal, le professeur Moustapha Sall, une part importante de ces fonds, soit 160 millions d'euros, sera allouée au renforcement des capacités des établissements.

« A l'UCAD, nous avons souvent des problèmes d'insertion dus aux formations classiques. Si certaines facultés ou établissements désirent renforcer leur capacité dans le cadre de programmes de compétence professionnelles, c'est l'occasion, avec un partenaire européen, de s'inscrire et avoir un projet financé pour professionnaliser nos formations. Cela est une demande aussi bien des étudiants que de l'Etat du Sénégal », a-t-il déclaré.

Tout établissement public ayant un partenaire européen peut candidater. Les privés respectant également les normes du pays sont éligibles. « Cette opportunité peut offrir une passerelle que les établissements privés n'ont pas souvent ici : la connexion avec les écoles publiques. Avec ce programme, vous avez un bel exemple qui peut aller dans ce sens », a-t-il indiqué.

Au Sénégal, Erasmus+ ne concerne actuellement que l'Université de Dakar. Il devrait cependant s'élargir aux autres universités publiques du pays dans les années à venir.

ARD/ac/APA

Hong Kong

Des parlementaires jugent la banque HSBC « complice de violation » des droits humains

Des banques refusent l'accès aux pensions des Hongkongais réfugiés au Royaume-Uni. En plus d'HSBC, la banque Standard Chartered est également mise en cause

Des banques britanniques, en particulier HSBC, sont « complices de la répression des droits humains des Hongkongais » réfugiés au Royaume-Uni en leur refusant l'accès à leurs pensions, dénonce mercredi un rapport parlementaire.

« Les Hongkongais qui ont fui au Royaume-Uni (...) se voient refuser ce qui devrait être leur accès légitime à leur fonds de pension par les banques britanniques, y compris HSBC », selon un communiqué diffusé avec le rapport, qui dénonce aussi le gel des avoirs de dissidents politiques. « En plus de brutaliser les manifestants et les dissidents politiques à Hong Kong, le Parti communiste chinois cherche également à isoler financièrement ceux qui se sont tournés vers le gouvernement britannique pour leur sécurité et leur soutien », poursuit ce communiqué.



Londres a condamné la répression de la Chine à Hong Kong

Outre HSBC, pour qui le Royaume-Uni et Hong Kong sont les principaux marchés, les auteurs du rapport citent la banque Standard Chartered, qui réalise l'essentiel de son bénéfice en Asie. « Ces banques ne peuvent pas continuer à agir en toute impunité et le gouvernement britannique doit agir pour aider » les Hongkongais concernés, a appelé Alistair Carmichael, coprésident du groupe parlementaire sur Hong Kong. Londres avait condamné la répression de la dissidence par la Chine dans l'ancienne colonie britannique, notamment lors des immenses manifestations prodémocratie de 2019. Selon des chiffres officiels, arrêtés à fin mai dernier, plus de 113.000 Hongkongais se sont vus accorder un nouveau visa pour s'établir au Royaume-Uni, ouvrant la voie à la citoyenneté, introduit début 2021 en réponse à la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin en juin 2020.

Ecofin du 07 Février 2023

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 8 février 2023

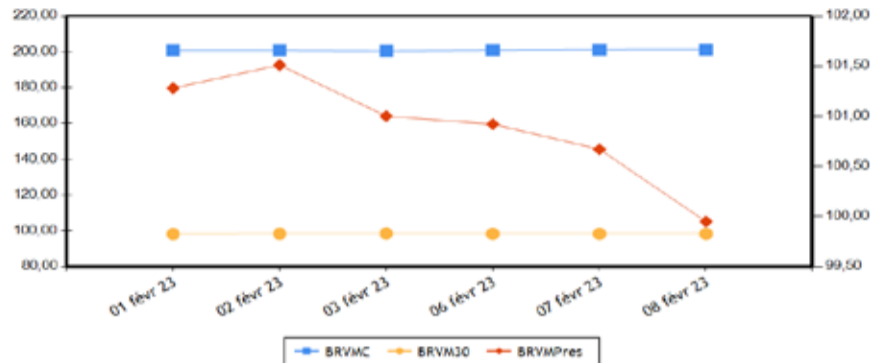
N° 28

BRVM COMPOSITE	201,23
Variation Jour	0,05 %
Variation annuelle	-0,98 %

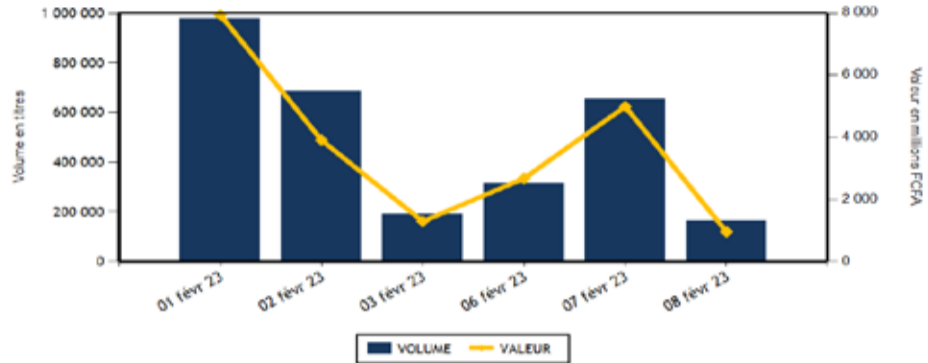
BRVM 30	98,37
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	-1,63 %

BRVM PRESTIGE	99,95
Variation Jour	-0,72 %
Variation annuelle	-0,05 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 486 091 501 953	0,05 %
Volume échangé (Actions & Droits)	163 670	-46,38 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	946 248 227	-37,01 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	16	23,08 %
Nombre de titres en baisse	14	-6,67 %
Nombre de titres inchangés	11	-21,43 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	9 270 626 746 407	-0,01 %
Volume échangé	1 633	-99,53 %
Valeur transigée (FCFA)	15 899 000	-99,54 %
Nombre de titres transigés	8	60,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	4	33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	890	7,23 %	1,14 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	910	7,06 %	-2,15 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 330	5,98 %	-5,00 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 790	5,27 %	11,35 %
NESTLE CI (NTLC)	7 240	5,00 %	-12,19 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 250	-7,06 %	-10,39 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	800	-5,88 %	-13,51 %
UNIWAX CI (UNXC)	755	-5,03 %	-1,95 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	19	-5,00 %	0,00 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 200	-4,00 %	-25,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	99,95	-0,72 %	-0,05 %	108 455	791 115 437	6,05
BRVM-PRINCIPAL	36	98,46	0,47 %	-1,54 %	55 215	155 132 790	9,76

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,21	1,56 %	-6,73 %	27 061	117 300 235	25,17
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	493,97	-0,05 %	0,98 %	32 809	458 031 375	9,04
BRVM - FINANCES	15	73,42	-0,19 %	-2,77 %	38 785	78 696 872	6,92
BRVM - TRANSPORT	2	307,10	-6,87 %	-10,13 %	9 704	12 381 415	4,88
BRVM - AGRICULTURE	5	286,10	-0,24 %	0,90 %	33 242	240 477 850	5,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	364,25	1,47 %	1,59 %	17 059	34 570 805	26,54
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 209,20	3,16 %	3,16 %	5 010	4 789 675	11,77

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,19
Taux de rendement moyen du marché	7,73
Taux de rentabilité moyen du marché	8,79
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	114
Volume moyen annuel par séance	400 628,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 166 954 959,34

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,58
Ratio moyen de satisfaction	23,50
Ratio moyen de tendance	513,36
Ratio moyen de couverture	19,48
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	6,32
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@sgi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINT GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINT LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Février 2023
Mercredi 1 Février 2023
Lundi 5 Février 2023
Jeudi 9 Février 2023
Lundi 13 Février 2023
Vendredi 17 Février 2023
Mardi 21 Février 2023
Samedi 25 Février 2023

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
	Bidon (1,5L)	1.600
Eau de refroidissement	Bidon (5L)	5.000
	5L	4.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 07 Janvier 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
	Matéri	Matéri	jeudi	
Tanguiéta	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi	
	Cobly	Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
Kassoua	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
Agoué	Agoué	Agoué	mercredi	
	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
Massi	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
Ikémon	Ikémon	Ikémon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
Bembéréké		Bembéréké	jeudi	
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines	Ouédémè	Ouédémè	dimanche	
	Ouessè	Ouessè	jeudi	
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
		Tokotoko	Tokotoko	lundi

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 07/02/ 2023

Cours des matières Premières Mardi 07 Janvier 2023

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var.%	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

L'Irlande et l'Autriche rejoignent le Fonds pour le changement climatique

Afrique avec une contribution initiale de 3 millions d'euros

(BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT) L'Irlande et l'Autriche rejoignent le Fonds pour les changements climatiques en Afrique (ACCF par sigle anglais) de la Banque africaine de développement dont ils se font les soutiens, avec une contribution de 2 millions et de 1 million d'euros respectivement.

L'ACCF est un fonds fiduciaire multinationaux qui répond à l'objectif du Groupe de la Banque africaine de développement de tripler ses financements climatiques et de faire progresser la résilience de l'Afrique aux changements climatiques. Harald Waiglein, directeur général du ministère fédéral des Finances de l'Autriche, a dit l'engagement de son pays à lutter contre les changements climatiques, en mettant l'accent sur l'adaptation. Dans une lettre adressée à la banque, M. Waiglein déclare que « le ministère fédéral des Finances de l'Autriche a décidé de contribuer à l'ACCF pour soutenir les activités de l'Africa NDC Hub, notamment le développement et la mise à jour des Contributions déterminées au niveau national (CDN) et des stratégies climatiques à long terme des pays africains. » Avant d'ajouter : « Nous considérons que



ces stratégies sont capitales pour lutter contre les changements climatiques et favoriser le développement durable. « L'Irlande est déterminée à aider les communautés de toute l'Afrique à lutter contre les effets des changements climatiques », a déclaré à son tour Sean Fleming, ministre irlandais du Développement international et de la Diaspora. Il a précisé que l'accent mis sur l'adaptation et le soutien aux pays africains restait

au cœur de l'engagement de l'Irlande dans l'action climatique. D'ici à 2025, l'Irlande compte plus que doubler ses financements climatiques en faveur des pays en développement, a-t-il indiqué. « Cette contribution à l'ACCF met un accent fort sur l'adaptation aux changements climatiques et témoigne une fois de plus de la manière dont l'Irlande soutient l'action en faveur d'une Afrique résiliente aux changements climatiques »,

a déclaré M. Fleming. Anthony Nyong, directeur chargé des Changements climatiques et de la Croissance verte à la Banque africaine de développement, s'est réjoui d'accueillir l'Irlande et l'Autriche en qualité de bailleurs de fonds de l'ACCF. « Ces nouveaux fonds vont permettre à l'ACCF de soutenir la préparation et le renforcement des CDN et des stratégies à long terme dans les pays africains, et de soutenir les

projets déjà identifiés dans le cadre du troisième appel à propositions de l'ACCF », a indiqué M. Nyong. Les deux pays ont rejoint le Fonds à la fin 2022, ce qui porte à 7 le nombre actuel de ses bailleurs de fonds, qui comptent le gouvernement italien, le gouvernement flamand (Belgique), le gouvernement du Québec (Canada), Affaires mondiales Canada et le Centre mondial pour l'adaptation. La Banque africaine de développement a créé le Fonds pour les changements climatiques en Afrique en avril 2014, avec un financement initial de 4,725 millions d'euros de l'Allemagne. Il a pour mission d'aider les pays africains à renforcer leur résilience aux impacts négatifs des changements climatiques et à assurer leur transition vers une croissance durable à faible émission de carbone. En 2017, l'ACCF a été converti en fonds fiduciaire multinationaux,

avec des contributions du gouvernement flamand, de Belgique et du gouvernement italien. La valeur actuelle du fonds fiduciaire s'élève à 28,8 millions de dollars. Depuis sa création, l'ACCF a approuvé 27 dons à hauteur de 16,89 millions de dollars et achevé 7 projets qui ont contribué à renforcer les capacités d'accès à la finance climatique internationale dans plus de 26 pays africains. Les projets de l'ACCF ont également permis aux pays de mobiliser des financements climatiques et de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation à petite échelle en faveur de la résilience au climat. L'ACCF soutient des projets à travers des appels à propositions compétitifs et un guichet axé sur la demande. Les nouveaux fonds abondés seront canalisés par le biais de ces guichets.

ECOFIN

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance

Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion

Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire

Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau

La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le

carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU

(97 720 976)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Gestion de l'énergie au Bénin

La SBPE, acheteur principal d'énergie électrique

Le conseil hebdomadaire des ministres a consacré, en sa séance du mercredi 08 février 2022, la Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE), acheteur principal d'énergie électrique sur le territoire de la République du Bénin.

● B.W

Créée par décret n° 2020-565 du 02 décembre 2020, la Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE) a reçu au conseil

des ministres d'hier mercredi, la mission de principal acheteur d'énergie électrique au Bénin. Ceci, en vertu de la loi portant code de l'électricité en République du Bénin qui autorise l'Etat à désigner,

comme acheteur principal d'énergie électrique, un opérateur dont la mission sera d'assurer l'achat et la vente centralisés d'énergie électrique en vue de la distribution sur le réseau national dédié. Au titre d'« acheteur principal », la SBPE « s'assurera de la disponibilité efficiente de l'énergie électrique sur les réseaux de distribution, aussi bien par sa production propre que par l'achat de celle des producteurs indépendants,

sans exclure les importations d'énergie électrique, lorsque les circonstances y sont favorables », a indiqué le Conseil des ministres. Acheteur d'électricité en gros, la Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE) a également pour

tâche, de centraliser l'achat de l'énergie électrique pour satisfaire les besoins des délégataires de service public de distribution ou ceux des grands clients ou des clients éligibles.

de l'énergie électrique pour satisfaire les besoins des délégataires de service public de distribution ou ceux des grands clients ou des clients éligibles.

REPUBLIQUE DU BENIN

Président-Justice-Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

N° 04/2023/PR/SGG/CM/OJ/ORD

COPIE

Compte-rendu du Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce mercredi 8 février 2023, sous la présidence de Monsieur Patrice TALON, Président de la République.

Les décisions ci-après ont été prises :

I- Mesures normatives.

Désignation de la Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE) comme acheteur principal d'énergie électrique sur le territoire de la République du Bénin.

La loi portant code de l'électricité en République du Bénin habilite l'Etat à désigner, comme acheteur principal d'énergie électrique, un opérateur dont la mission sera d'assurer l'achat et la vente centralisés d'énergie électrique en vue de la distribution sur le réseau national dédié.

Or, la Société Béninoise de Production d'Électricité, conformément à ses statuts actuels, est déjà chargée d'acheter en gros l'énergie électrique auprès des producteurs indépendants d'électricité nationaux et internationaux ; d'assurer la disponibilité suffisante de l'offre d'énergie électrique à l'effet de garantir l'équilibre offre-demande de l'électricité dans notre pays.

Par ailleurs, elle assure la fourniture et la vente en gros de l'électricité aux concessionnaires de réseau de distribution d'électricité et aux grands clients en haute tension de la catégorie B installés au Bénin. Aussi, a-t-elle l'obligation de garantir à tous ses clients une quantité d'énergie électrique suffisante et de qualité.

En vue d'optimiser les acquis de la dynamique en cours dans le secteur avec la présence de plusieurs acteurs, il s'est avéré convenable de confier la gestion du mix énergétique du pays à la SBPE, notamment pour une meilleure offre de production, une meilleure gestion de l'empreinte carbone de l'électricité de même que pour garantir des tarifs assez attractifs aux distributeurs.

C'est en raison de ces avantages que le Conseil a fait de cette société un acheteur d'électricité en gros, qui centralise l'achat de l'énergie électrique pour satisfaire les besoins des délégataires de service public de distribution ou ceux des grands clients ou des clients éligibles.

Ainsi, en tant qu'acheteur principal, celle-ci s'assurera de la disponibilité efficiente de l'énergie électrique sur les réseaux de distribution, aussi bien par sa production propre que par l'achat de celle des producteurs indépendants, sans exclure les importations d'énergie électrique, lorsque les circonstances y sont favorables.

Les ministres concernés veilleront à la mise en œuvre rigoureuse du présent décret qui règlemente ces opérations.

II- Rencontres et manifestations internationales.

Le Conseil a autorisé la participation du Bénin :

- aux réunions de la 49^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la Coopération Islamique, à Djeddah puis Nouakchott en février et mars 2023 ; puis
- au 36^{ème} Sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba, du 15 au 19 février 2023.

III- Mesures individuelles.

Sur proposition des ministres respectifs, les nominations ci-après ont été prononcées.

prononcées.

✓ Au ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Directeur de l'Afrique et du Moyen-Orient

Monsieur Roméo HOUNKPONOU

Directrice de l'Europe

Madame Inès KEREKOU

Directrice de l'Amérique

Madame Alice DOMANOU

Directrice de l'Asie et de l'Océanie

Madame Yolande Zelma NOBRE FASSINOU

Directeur de la Stratégie et de la Politique internationales

Monsieur Adolphe KPATCHAVI

Directeur des Organisations internationales et du Maintien de la Paix

Monsieur Mahouton Mathieu HOUNKANRIN

Directeur des Relations culturelles, de la Coopération décentralisée et des Partenariats

Monsieur Chite Flavien AHOVE

Directeur des Affaires juridiques

Monsieur Clauvis OGOUBIYI

Directrice des Affaires consulaires et des Béninois de l'Extérieur

Madame Evelyne ADOUKONOU

Directrice adjointe de la Planification, de l'Administration et des Finances

Madame Aimée Justine AZON épouse ABOUDOU

✓ Au ministère de l'Energie

Directeur adjoint de la Planification, de l'Administration et des Finances

Monsieur Paul MOUZOUN

Directeurs départementaux de l'Energie ainsi qu'il suit :

- Atacora/Donga

Monsieur Sakariyou MAHMAN

- Atlantique/Littoral

Madame Angèle Yabo ALAPINI épouse A. AYI

- Mono/Couffo

Madame Cobilé Chantal DOSSOU

- Ouémé/Plateau

Monsieur Sourou Gislain LALY-CHACHA

- Zou/Collines

Monsieur Serge Eric SOKPIN.

Fait à Cotonou, le 8 février 2023,

Le Secrétaire Général du Gouvernement,
Edouard OUIN-OURO.

Autonomisation énergétique au Bénin

Un parc d'énergie solaire en gestation

Le gouvernement prévoit la mise en place d'une Zone Economique Spéciale dédiée à l'énergie solaire à Tori-Bossito sur une superficie de 1200 ha.

● Falco VIGNON

1 200 ha de parc solaire à la Zone Economique Spéciale dans la commune de Tori-Bossito, département de l'Atlantique. Les efforts pour l'autosuffisance du Bénin en énergie solaire se poursuivent. Ledit parc en plus de faciliter une certaine autonomisation dans la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé située non loin, permettra d'accroître les capacités productives du Bénin qui entend disposer d'environ 400 mégawatts d'énergie dont 25% de sources renouvelables les prochaines années. En vue du démarrage des travaux, le préfet du département de l'Atlantique, Jean-Claude Codjia dans un communiqué en date du 6 février 2023 a invité les personnes affectées par le périmètre de la ZES dédiée à l'énergie solaire à prendre connaissance des listes des propriétaires terriens rendues publiques en vue de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité



● Parc solaire

publique. C'est un marché florissant qui s'ouvre également au secteur privé sachant que le Bénin dans la législation, a décidé d'ouvrir ce secteur au privé pour des investissements structurants. Cela permettra de propulser le taux d'électrification (43,1 %) qui ne couvre jusqu'à présent que la moitié des besoins, selon la Banque mondiale. Cet avènement du privé devrait également favoriser la concurrence et l'amélioration du taux d'accès en milieu rural. C'est d'ailleurs ce à quoi on assiste depuis quelques années avec des

opérateurs privés qui desservent de nombreuses localités éloignées du réseau avec l'énergie hors réseau. Aussi, nombre d'initiatives ont été prises notamment, la révision en 2020 de la loi sur le secteur de l'électricité et la mise en place de l'Autorité de Régulation de l'Electricité (ARE). Aussi, le gouvernement a-t-il bénéficié de l'accompagnement du Millenium Challenge Corporation, de l'Union Européenne et d'autres partenaires en vue d'assurer une transition énergétique confortable et réussie.

Entretien sur les sujets environnementaux

Luc Gnacadja sur le Club de L'économiste ce jour

L'émission spéciale « Le Club de L'économiste » reçoit ce jeudi 9 février 2023, Luc Gnacadja. Avec les journalistes, l'ancien ministre de l'environnement de Mathieu Kérékou et expert des questions sur les changements climatiques se prononcera sur plusieurs sujets d'intérêt majeur.



● Falco Vignon

Luc Gnacadja sera l'invité du Club de L'économiste de ce jeudi 9 février 2023. L'ancien deuxième Secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), abordera plu-

sieurs sujets dans divers secteurs qui concourent au développement économique et à la préservation de la nature. Luc Gnacadja se prononcera, entre autres, sur les défis de l'environnement, le cadre de vie, l'économie verte. L'actualité relative à la COP 27 ne sera pas oc-

cultée. Les conséquences relatives à la consommation des OGM sont inscrites en bonne place dans cet entretien grand-format. La question des énergies renouvelables occupera une place de choix dans cette entrevue qui remet sous les feux de la rampe, l'ancien candidat à la présidentielle de 2006.

Dette africaine

Des faits clés que les Etats-Unis ignorent délibérément

A l'instar de nombreux hauts responsables américains qui se sont rendus en Afrique, la secrétaire au Trésor américaine Janet Yellen, lors de sa récente visite sur le continent, n'a pas manqué de mentionner la Chine et, sans surprise, le problème de l'endettement des pays africains. Tout en survendant le bizarre "piège chinois de la dette", ces responsables américains ignorent délibérément certains faits importants concernant la dette africaine.

QUI DETIENT L'ESSENTIEL DE LA DETTE AFRICAINE ?

Selon les Statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale, les institutions financières multilatérales et les créanciers commerciaux détiennent près des trois quarts de la dette extérieure totale de l'Afrique. Un rapport publié en juillet dernier par l'ONG britannique Debt Justice montre que 12% de la dette extérieure des pays africains est détenue par des prêteurs chinois, contre 35% par des prêteurs occidentaux privés, tandis que le taux d'intérêt moyen de ces prêts privés est de 5%, contre 2,7% pour ceux des prêteurs publics et privés chinois.

"Des dirigeants occidentaux accusent la Chine d'être responsable de crises de la dette en Afrique, mais il s'agit d'une diversion. La vérité est que leurs propres

banques, gestionnaires d'actifs et négociants en pétrole sont bien plus responsables, mais le G7 les laisse s'en tirer à bon compte", a déclaré Tim Jones, responsable des politiques publiques de Debt Justice. Au Tchad, par exemple, la multinationale suisse de négoce de matières premières et d'exploitation minière Glencore détient environ un tiers de la dette extérieure du pays, tandis qu'en Zambie, la multinationale américaine d'investissement BlackRock est un créancier majeur, a rapporté le quotidien français Le Monde le 30 janvier.

En soutenant qu'il était crucial de "s'attaquer immédiatement au lourd fardeau de la dette de la Zambie envers la Chine", Mme Yellen a délibérément ignoré que ce sont les institutions financières multilatérales et les créanciers commerciaux qui détiennent la plupart de la dette extérieure du pays. Les chiffres publiés

par le ministère zambien des Finances et du Plan montrent que les institutions financières multilatérales détiennent 24% de la dette extérieure du pays, tandis que les prêteurs commerciaux, principalement occidentaux, en détiennent 46%. "Pendant longtemps, les prêteurs occidentaux n'ont pas été mis sur la sellette en matière d'allègement de la dette, car ils ont réussi à tromper le monde en lui faisant croire que seuls les prêteurs chinois représentaient une menace pour l'Afrique", a rappelé Mubarak Mugabo, journaliste au groupe multimédia Vision Group basé en Ouganda.

QUI EST RESPONSABLE DE LA CRISE D'ENDETTEMENT ?

Les causes de la crise de la dette sont multiples : la pandémie de nouveau coronavirus, les conflits géopolitiques, le recul de la croissance économique mondiale et les vulnérabilités des

structures économiques, entre autres, pourraient toutes aggraver la situation de la dette de certains pays africains. L'inflation persistante, le resserrement prolongé des conditions financières mondiales, le coût élevé du capital, la dépréciation de la monnaie nationale et la baisse des flux financiers pourraient accroître les risques de surendettement dans certains pays africains, selon les résultats et perspectives macroéconomiques de l'Afrique publiés en janvier 2023 par la Banque africaine de développement (BAD). Les hausses de taux de la Réserve fédérale américaine et le renforcement du dollar américain ont grandement alourdi le fardeau du service de la dette des pays africains, a indiqué la BAD. Par exemple, la devise du Ghana, le cedi, s'est dépréciée de plus de 33,4% par rapport au dollar en 2022. Puisque la majeure partie de la dette des pays émergents et à faible revenu doit être payée en de-

vises, notamment le dollar et l'euro, les politiques irresponsables du gouvernement américain ont rajouté de l'huile sur le feu. En réalité, la Chine est toujours disposée à mettre en œuvre l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20. Elle a signé des accords ou est parvenue à des consensus avec 19 pays africains sur ce sujet et a suspendu le plus grand nombre de paiements du service de la dette parmi les membres du G20. La Chine s'est également engagée activement dans le traitement au cas par cas de la dette du Tchad, de l'Ethiopie et de la Zambie dans le cadre du G20. "Ils décrivent la Chine comme un prêteur prédateur qui se sert du capital comme d'une arme afin de pratiquer une nouvelle forme de colonialisme en Afrique. Cependant, ces accusations ont peu de fondement factuel", a noté Costantinos

Bt. Costantinos, professeur de politiques publiques à l'Université d'Addis-Abeba en Ethiopie. "La question du piège de la dette est une calomnie politique", a déclaré Charles Onunaiju, directeur du Centre d'études chinoises basé au Nigeria, ajoutant que de telles affirmations ne sont qu'une diversion pour absoudre l'Occident de toute responsabilité.

QUI CONTRIBUE LE PLUS AU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE ?

Lorsque de hauts responsables américains empruntent une passerelle de débarquement en Afrique, ils se dirigent probablement vers un terminal construit par une entreprise chinoise. Et leurs voitures roulent également sur une route ou un pont construit par un constructeur chinois...

Liu Youmin, Yang Jun / Xinhua



LIGNE VERTE POUR RECEVOIR ET TRAITER VOS PLAINTES

Appels gratuits du Lundi au Vendredi de 08h à 17h30

POUR TOUTES VOS PLAINTES ET INFORMATIONS
LIÉES AUX DYSFONCTIONNEMENTS DES SERVICES DE
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE

- Qualité de service
- Facturation
- Couverture réseau
- Perte ou avarie de colis
- Fonctionnement des offres
- Préoccupations diverses



arcep benin



www.arcep.bj

© ARCEP BENIN | CERTIFIÉE ISO 9001 : 2015